L'antibiorésistance à l'épreuve des discours de la presse agricole

The Antibiotic Resistance and the Agricultural Press Discourse

Estera Badau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10414>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10414

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 67-85

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Estera Badau, « L'antibiorésistance à l'épreuve des discours de la presse agricole », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 01 août 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10414> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10414>

ESTERA BADAU

Communication, information, médias

Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3

F-75005

estera.badau@etud.sorbonne-nouvelle.fr

L'ANTIBIORÉSISTANCE À L'ÉPREUVE DES DISCOURS DE LA PRESSE AGRICOLE

Résumé. — Résultat d'une étude documentaire des discours de presse spécialisée dans les controverses sur l'utilisation des antibiotiques en élevage, ce travail s'intéresse aux manières dont le problème de l'antibiorésistance se matérialise et évolue pour la profession agricole par le biais d'une des revues de référence de la profession (*La France Agricole*), entre 2006 et 2014. Entre l'association de la thématique des antibiotiques à plusieurs sujets d'actualité et l'approche du phénomène de la résistance bactérienne comme un problème de santé humaine et animale, les discours des journalistes agricoles participent à la constitution progressive du terme *antibiorésistance* comme dénomination d'un problème en cours de publicisation.

Mots clés. — antibiorésistance, antibiotiques, résistance bactérienne, presse agricole, discours, dénomination

Depuis une dizaine d'années, le développement des résistances bactériennes aux antibiotiques fait l'objet de l'attention d'une pluralité d'acteurs sanitaires, politiques, professionnels et industriels. Phénomène naturel complexe associé à l'utilisation massive des antibiotiques en médecine humaine et vétérinaire (Sanders, 2005), cette résistance représente la capacité des bactéries à s'adapter et à ne plus être sensibles aux effets des antibiotiques (Levy, 1992 : 90). Directement concernée, car dans certains pays le taux de la consommation des antibiotiques en médecine animale dépasse celui de la médecine humaine selon les déclarations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS – 2014 : 59), la profession agricole (nous comprenons ici les éleveurs et les syndicats agricoles) est au cœur du problème et, ces dernières années, elle a fait l'objet de diverses politiques d'encadrement de la consommation des antibiotiques. Si, au niveau international, les organismes de santé reconnaissent que la résistance aux antibiotiques représente « l'une des plus graves menaces pesant sur la santé mondiale » (Organisation mondiale de la Santé, 2015 : 8, nous traduisons), les approches nationales d'encadrement du problème diffèrent d'un pays à l'autre selon les contextes économiques, politiques et sociaux. Pendant que celle des pays européens vise plutôt des actions de quantification des données et de surveillance des bactéries résistantes (European Centre for Disease Prevention and Control, European Medicines Agency, 2009), l'approche américaine (White House, 2015) est centrée sur l'investissement dans la recherche scientifique sur de nouveaux antibiotiques. Certes, le contexte n'est pas le même car si, par exemple en Europe, l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire comme additifs alimentaires (promoteurs de croissance) est actuellement interdite (texte législatif entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006 – Parlement européen, 2003), aux États-Unis, cette pratique fait toujours l'objet d'initiatives qui font appel à la volonté des éleveurs (Food and Drug Administration, 2015).

Ces dernières années, en France, une prise de conscience accrue de l'augmentation du nombre de bactéries résistantes (Colomb-Cotin, Lacoste, Coignard *et al.*, 2015) a conduit à la mise en place de plusieurs politiques publiques d'encadrement de la consommation des antibiotiques. Les trois plans nationaux pour la préservation de l'efficacité des antibiotiques mis en œuvre par les ministères de la Santé (2001, 2005, 2011) et celui du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (2012) visant la réduction de la consommation des antibiotiques en médecine vétérinaire de 25 % en cinq ans en témoignent. Toutefois, la forte fragmentation du problème de la résistance bactérienne aux antibiotiques, sous l'impact des enjeux politiques, économiques, réglementaires et professionnels révèle un processus intermittent et segmenté de publicisation (Gilbert, Henry, 2012) dans l'espace public. Si, dans la tradition de la science politique, un problème dévient public à partir du moment où il est intégré à l'agenda des autorités publiques (Hassenteufel, 2008 : 39), les travaux en sociologie et en sciences de l'information et de la communication (sic) soulignent la nécessité impérative de la constitution d'un public (Dewey, 1927) censé porter le problème dans des arènes publiques (Cefaï, 1996).

Les discours de l'une des revues de référence de la presse agricole française, *La France Agricole*, représente une entrée importante pour comprendre les manières à travers lesquelles le problème se matérialise et évolue pour la profession (les éleveurs, mais aussi les syndicats concernés), ainsi que le rôle des discours des journalistes agricoles

dans le processus de publicisation de cette question. Si la littérature en sic, en sociologie et en science politique se focalise souvent sur le traitement des crises et des problèmes sanitaires dans les pages de la presse généraliste (Desilva, Muskavitch, Roche, 2004 ; Nerlich, James, 2009 ; Marchetti, 2010 ; Nollet, 2015), moins nombreux sont les chercheurs à se pencher sur l'analyse de la presse spécialisée (Chupin, Mayance, 2013a, 2013b). Une des particularités de ce type de presse tient au fait qu'elle s'adresse à un lectorat spécifique (ici les éleveurs). Approcher la constitution de problèmes publics par cet angle est judicieux dans la mesure où les discours de la presse spécialisée donnent à voir l'impact des mesures prises par les acteurs politiques sur un public potentiel du problème de l'antibiorésistance et la manière dont ce dernier s'approprie ou non le problème en question. Comme Ivan Chupin et Pierre Mayance le soulignent, une autre particularité importante de ce type de presse tient au fait que, parmi les actionnaires d'un grand nombre de titres, se retrouvent les syndicats qui « dominent la profession agricole » (Chupin, Mayance, 2013a), à savoir Jeune Agriculteur (JA) et la Fédération nationale des syndicats des exploitants agricoles (FNSEA).

Ainsi l'hypothèse de cette recherche est-elle la suivante : si les discours des journalistes agricoles associent la problématique des antibiotiques à plusieurs aspects concernant la profession agricole, leur appropriation du terme *antibiorésistance* participe du processus de configuration et publicisation d'un problème public (Cefaï, 1996) en émergence, et de ses solutions. Autrement dit, les controverses liées à l'utilisation d'antibiotiques en médecine animale (et, plus particulièrement, en élevage) participent à l'émergence de la question de la résistance bactérienne aux antibiotiques en problème public par le recours à une catégorie dénomminative – l'*antibiorésistance* – et par la mise en avant de raisonnements qui lient étroitement les enjeux de santé animale et ceux de santé humaine. À part la mise à l'agenda politique (Hassenteufel, 2008) et l'émergence de publics actifs (Dewey, 1927), le processus de constitution d'un problème public implique également l'émergence d'un syntagme dénomminatif qui permet son inscription dans la mémoire sociale (Calabrese, 2013). Dans le cas étudié, sous l'impact de la mise en place des politiques publiques d'encadrement de la consommation des antibiotiques, ce processus de constitution dénomminative se déroule en deux étapes. Lors de la première, avant 2010, à la suite d'une prise de conscience accrue de l'augmentation des bactéries résistantes et l'élaboration de politiques publiques d'encadrement de la consommation des antibiotiques¹, les « antibiotiques » se voient associés à plusieurs sujets concernant la profession agricole tels la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM), les traitements cliniques des diverses pathologies animales ou bien le débat sur l'importation de la viande américaine. La deuxième étape se caractérise par la constitution progressive d'*antibiorésistance* comme dénomination d'un problème de santé humaine et animale et de ses solutions émergentes, à savoir les alternatives aux antibiotiques. Ainsi l'apparition du terme *antibiorésistance* dans les discours des journalistes participe-t-elle au processus constitutif de ce phénomène en sujet d'actualité pour la profession. Les usages que les journalistes de la revue *La France*

¹ Les politiques publiques d'encadrement de la consommation des antibiotiques élaborées sont le Plan national d'alerte sur les antibiotiques 2011-2016 (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé) et le Plan Écoantibio (ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2012) dont l'objectif est la réduction de 25 % de la consommation des antibiotiques en médecine vétérinaire sur cinq ans.

Agricole font du terme *antibiorésistance* participant à son inscription dans la mémoire sociale (Calabrese, 2013) comme dénomination d'un problème public en émergence. L'importance de sa prise en charge par les acteurs politiques tient à l'institution d'un lien référentiel qui s'opère ces dernières années entre la catégorie linguistique « antibiorésistance » et une pluralité de questions qui concernent l'usage des antibiotiques. Publicisée par les articles de la revue, la constitution de ce lien référentiel est observable au niveau discursif à travers l'analyse des objets de discours. Suivant Frédérique Sitri, Sophie Moirand (2007 : 59) définit la notion « objet de discours » comme la catégorie qui « désigne des entités actualisées dans les textes par des expressions qui sont susceptibles d'être reformulées, enrichies ou simplifiées au fil du discours ou des interactions ».

Dans une perspective théorique, parmi les nombreuses dimensions qu'un problème implique, celle de sa nomination semble être une question importante. Comme l'observe Geneviève Petiot (1995 : 43), « dénommer des phénomènes d'actualité, nouveaux, ou encore des perspectives sociales inédites, voire des concepts "mobilisateurs", est l'une des tâches du discours médiatique dans le premier cas, du discours politique dans l'autre. Mais les journalistes empruntent souvent les vocables qui désigneront le fait en question (et qui éventuellement le dénommeront) à d'autres énonciations que la leur ». Étudier un problème public en émergence dans une perspective langagière ainsi que sa dénomination est un sujet intéressant car ce processus, en tant qu'activité conjointe entre médias et acteurs impliqués, est dépendant de la constitution du sens et de sa circulation dans une société. Nous suivons le constat de Georges Kleiber (1984) qui opère la distinction entre désignation et dénomination. Il définit la désignation par opposition à la dénomination comme le résultat d'une association occasionnelle, tandis que la dénomination nécessite toujours un acte préalable de nomination qui la codera ou l'introduira dans le système de la langue. Comme il l'explique, « l'acte de dénomination prérequis par toute relation de dénomination consiste en l'institution entre un objet et un signe X d'une association référentielle durable » (*ibid.* : 80). Dans notre cas, l'évolution des discours journalistiques au fil des années donne à voir l'émergence d'un lien référentiel stable qui associe le signe *antibiorésistance* avec une pluralité des questions qui concernent l'usage des antibiotiques en médecine animale et humaine, l'augmentation du nombre de bactéries résistantes, les mesures politiques d'encadrement et la prise de conscience par les consommateurs. Ces questions relèvent finalement du processus de constitution de l'antibiorésistance en ce que les sciences humaines et sociales (SHS) appellent problème public.

Présentation du corpus

Revue hebdomadaire de référence de la presse agricole française, *La France Agricole* fonctionne en complémentarité avec un site internet² ouvert depuis janvier 2007. Le caractère très technique de l'information traitée dans les rubriques

² Accès : www.lafranceagricole.fr.

de la revue nous ont conduite à prendre aussi en compte les articles parus sur le site qui relèvent d'un traitement de l'information dans une perspective politique.

Une recherche à partir de mots clés a permis de constituer un corpus de 247 articles (137 publiés dans la revue imprimée et 109 sur le site) sur une période comprise entre 2006 et 2014. Les mots et expressions clés recherchés sont les suivants : *antibiotique(s)* ; *antibiorésistance(s)* ; *bactérie(s) résistante(s)* ; *résistance(s) bactérienne(s)* ; *médicament(s) vétérinaire(s)* ; *découplage* ; *prescription* ; *délivrance*. Les articles recueillis ont montré une approche du sujet étudié (les antibiotiques et la résistance bactérienne) sous divers angles. La structure éditoriale de la revue – divisée en quatre rubriques principales avec des sous-rubriques spécifiques (« Cultures », « Machinisme et équipements », « Élevage », « Réglementation ») – ainsi que l'orientation des articles nous ont conduite à organiser le corpus en quatre catégories thématiques : « expertise » (rapports des agences sanitaires), « clinique » (traitement des maladies récurrentes), « innovation » (discours des industries pharmaceutiques) et « politique » (mesures politiques d'encadrement de l'usage des antibiotiques). L'importance de cette catégorisation thématique tient au fait que, si les discours des acteurs politiques de la santé (articles de la catégorie « politique ») tendent à imputer l'amplification du phénomène de la résistance bactérienne à l'utilisation des antibiotiques dans les élevages (comme facteurs de croissance), les articles des catégories « innovation », « clinique » et « expertise » répondent à ces accusations en montrant l'implication de la profession dans la réduction de la consommation des antibiotiques. L'image que la revue agricole donne à voir qualifie les éleveurs de « professionnels qui respectent les bons usages des antibiotiques » en s'appuyant sur les discours des spécialistes (les rapports des agences sanitaires), des industriels ou des témoignages des éleveurs.

Figure 1. Évolution du nombre d'articles par année et par catégorie

Les antibiotiques à l'épreuve des discours des agences sanitaires

La catégorie « expertise » inclut les articles présentant des rapports publiés par les agences sanitaires sur l'évolution de la consommation des antibiotiques en élevage. Leur discours souligne les premiers résultats obtenus à la suite des plans de réduction de la consommation d'antibiotiques élaborés et mis en œuvre par des organismes politiques, sanitaires et professionnels (réduction des ventes et de l'exposition des animaux aux antibiotiques) à travers une mise en récit au passé composé : « Les ventes en élevage et l'exposition des animaux ont reculé en 2009. [...] Les ventes d'antibiotiques ont atteint en 2011 leur plus bas niveau depuis 1999 » (09/03/11) ; « L'exposition a reculé de 15 % en cinq ans. Elle a baissé de 3,7 % entre 2010 et 2011 » (09/11/12) ; « En 15 ans, le volume d'antibiotiques distribué a perdu 46,7 %. Et 10,6 % rien qu'entre 2012 et 2013 » (05/02/14). Ces procédés narratifs donnent à voir les efforts des éleveurs et l'image de « bons élèves » que la revue leur attribue. Contrairement à ces discours, la prise de conscience du problème et l'élaboration des politiques d'encadrement se caractérisent par une mise en discours à travers l'emploi du temps présent. Ce choix démontre à la fois le caractère d'actualité du problème et la nécessité soulignée par les journalistes de poursuivre les efforts quant à la réduction des antibiotiques : « La situation sanitaire actuelle appelle au renforcement des mesures visant à diminuer la consommation d'antibiotiques. [...] Les efforts pour améliorer la couverture vaccinale, chez l'homme comme chez l'animal, doivent se poursuivre » (15/11/12) ; « La lutte contre le développement de résistances aux antibiotiques figure en tête de liste » (19/06/14).

Les antibiotiques et les éleveurs

La catégorie « clinique » comporte les articles dont le sujet porte sur diverses maladies auxquelles les éleveurs sont confrontés et sur les traitements qui impliquent l'usage d'antibiotiques. L'une des particularités de ses articles repose sur le fait que la plupart présente des témoignages d'éleveurs, qui relatent leurs propres expériences. Ainsi ces témoignages participent-ils à l'augmentation du degré de véridicité de l'information fournie par la revue. Dans la même mesure, cette stratégie montre l'importance que la revue accorde au fait de donner la parole à son lectorat pour mieux rendre compte des problèmes auxquels il est confronté. Une autre particularité de cette catégorie tient à l'évolution discursive sur les pratiques. Les récits révèlent que la prise de conscience du problème prend progressivement de l'ampleur. Cette évolution passe de l'appréhension de l'usage des antibiotiques « efficaces » en 2006, à un usage « conseillé » en 2007 quand des bactéries « se révèlent assez résistantes ». Les usages d'antibiotiques sont ensuite qualifiés de « longs et coûteux », associant antibiotiques et vaccins, injections de plasma et apport de colostrum en 2010. En 2011, quand « de plus en plus de [...] souches sont résistantes aux antibiotiques » il est de plus en plus « difficile d'obtenir une guérison bactériologique totale ». À partir de 2012, les

discours donnent à voir une accentuation des pratiques de prévention, en soulignant que « mieux vaut prévenir que guérir ». Cependant, une différence a pu être observée en fonction de la source d'information sur laquelle les auteurs s'appuient. Les discours s'appuyant sur des déclarations d'acteurs politiques ou sanitaires accentuent la nécessité de réduire les antibiotiques et valorisent les pratiques de prévention, tandis que les discours s'appuyant sur les témoignages des éleveurs montrent la nécessité d'appliquer les antibiotiques (ceux-ci étant parfois la seule solution) pour des cas spécifiques de maladies auxquelles ils sont confrontés. Ces deux types d'articles donnent à voir une divergence entre les discours des acteurs politiques et la réalité des pratiques.

Les antibiotiques et les industriels

La catégorie « innovation » comporte plusieurs types d'articles s'appuyant sur les discours des acteurs industriels et pharmaceutiques. Leurs discours présentent les nouveaux produits destinés à la profession qui visent la réduction de l'usage des antibiotiques. Ces articles concernent les produits pharmaceutiques, les pratiques de prévention, le développement des technologies ou les solutions alternatives proposées par les industriels. À partir de 2011, l'argument de la réduction des antibiotiques est de plus en plus prégnant dans les discours des producteurs d'aliments et de produits d'entretien pour la filière et sert de stratégie promotionnelle : « Lancement des produits pour nettoyer et désinfecter les sabots dans les pédiluves, sans antibiotiques, pour empêcher l'évolution des dermatites » (26/08/11) ; « Sanders a développé Kosmoline chez le porcelet pour réduire l'utilisation des antibiotiques à visée digestive (à base de soja et fibres actives) » (07/09/12). Un autre aspect innovant que les discours de *La France Agricole* mettent en évidence concerne la promotion des techniques et découvertes technologiques qui permettront la réduction ou une meilleure utilisation des antibiotiques. Dans ce sens, la modernisation des élevages fait partie de l'une des approches à mettre en place dans le but de réduire la consommation des antibiotiques :

« Les logiciels du robot de traite sont capables de détecter une mammite et de la traiter avant même que l'inflammation ne commence. Cette prévention nous permet d'utiliser des produits homéopathiques, sans recourir aux antibiotiques » (08/06/12).

« Les élevages modernisés constatent un meilleur état sanitaire des bandes, et une baisse de l'utilisation des antibiotiques » (13/01/13).

« Le Herd Navigator nous permet de suivre précisément chaque vache et d'anticiper une détection de chaleur ou une infection de la mamelle à venir, explique Laurent Halle » (01/02/13).

« Nous pouvons traiter avec des produits homéopathiques. Le lait n'est plus contaminé par des antibiotiques » (01/02/13).

« Avec les bolus, nous sommes alertés dès le début de l'épisode de fièvre, [expliquent Valérie Croue et Denis Richard]. Nous pouvons intervenir plus rapidement. J'ai gagné une journée par rapport à l'apparition des signes cliniques. Une injection de prostaglandines a suffi. Nous avons évité le traitement avec des antibiotiques. Nous intervenons aussi plus tôt pour les mammites » (25/10/13).

Ces extraits présentent des témoignages recueillis auprès d'éleveurs qui utilisent déjà ces technologies. La mise en récit de leur satisfaction dans la revue peut être considérée comme une stratégie de promotion. De ce fait, nous constatons que le choix de s'appuyer sur les déclarations des éleveurs participe à l'accroissement de la crédibilité des discours de promotion émis par les entreprises productrices. Nous observons également que l'argument principal sur lequel se fonde la valorisation des nouvelles technologies fait référence au fait que, par leur capacité de suivi automatique de l'évolution des élevages et d'intervention rapide, soit par le biais de traitements préventifs, soit par celui de traitements alternatifs, leur utilisation en élevage permet une réduction de l'usage des antibiotiques.

Un autre aspect innovant relevé dans les discours des journalistes agricoles liés à l'usage des antibiotiques concerne le développement de solutions alternatives : l'utilisation d'extraits de plantes et d'huiles essentielles. À partir de 2006, les discours de *La France Agricole* attestent de l'appropriation de ces produits par les éleveurs comme alternative aux antibiotiques. Comme les journalistes l'affirment, « l'intérêt grandissant des productions animales pour des alternatives naturelles aux facteurs de croissance antibiotiques a relancé les recherches que l'omniprésence des antibiotiques avait étouffées » (01/09/06). Dans le contexte de l'interdiction des antibiotiques comme facteurs de croissance (pratique formellement interdite depuis janvier 2006), la revue souligne « l'envahissement » des catalogues des fabricants d'aliments animaliers par les extraits de plantes et d'épices. Catégorisés par l'équipe éditoriale comme « des modes d'action mieux connus » (*ibid.*), les extraits végétaux et les huiles essentielles bénéficient d'« une entrée en force » sur le marché de la nutrition animale à la fin 2006. La revue présente aussi deux autres alternatives : les algues et l'acupuncture (« cette médecine traditionnelle chinoise s'applique également dans le domaine vétérinaire », 14/02/14). En reprenant la déclaration d'une éleveuse localisée dans la Manche, le journaliste souligne l'utilité de cette nouvelle approche : « Ces médecines naturelles permettent de se préparer à la moindre utilisation des antibiotiques et de réduire les frais vétérinaires » (14/02/14).

Les aspects innovants mis en avant par ces articles (développement des produits alternatifs et des pratiques de prévention), soulignent l'implication de la profession dans la lutte contre l'antibiorésistance ainsi qu'une perspective d'espoir apportée par le développement des solutions alternatives. Les prises de position des journalistes (tels Yanne Boloh, Marie-France Malterre, Éric Roussel) qui jugent que « le meilleur moyen de ne pas consommer d'antibiotiques reste d'avoir des animaux en bonne santé » (24/08/12) et que, pour ceci, « il faut arriver à créer des conditions propices à la démédication » (*ibid.*) révèlent le fait que la revue tend à promouvoir des pratiques et des stratégies de modernisation des élevages ainsi qu'à montrer l'implication et les progrès faits par la profession quant au problème de la résistance bactérienne. Aussi l'appui sur les témoignages et les retours d'expériences des éleveurs légitime-t-il cette représentation favorisée par la revue.

Les antibiotiques et les initiatives des acteurs politiques

La dernière partie de ce travail est dédiée à l'analyse de la catégorie « politique » qui est celle comportant le plus grand nombre d'articles publiés sur l'ensemble du corpus. L'importance de ces articles tient au fait qu'ils rendent compte des enjeux politiques sur les plans national et international (les initiatives et les mesures prises par les acteurs politiques concernés) et qu'ils participent au processus d'émergence et de configuration du problème de l'antibiorésistance.

Sur le plan international, les journalistes relatent les mesures politiques d'encadrement du problème de l'antibiorésistance et de l'usage des antibiotiques mises en place dans d'autres pays. La mise en récit des approches internationales révèle des perspectives différentes entre les pays européens et les États-Unis et souligne l'avancement européen sur la question. Si, en Europe, l'utilisation des antibiotiques comme facteurs de croissance est formellement interdite depuis 2006 et les discours des pouvoirs encadrant le problème montrent des mesures de plus en plus contraignantes³, aux États-Unis, les discours des organismes concernés attestent d'une approche qui fait appel à la volonté des éleveurs et des producteurs d'antibiotiques de réduire leur consommation : « FDA [Food and Drug Administration⁴] a dévoilé des mesures facultatives » (12/04/12) ; « Michael Taylor⁵ [...] a expliqué que la FDA avait opté pour une approche non contraignante et non une interdiction pure et simple car [...] nous pouvons parvenir à ces changements plus rapidement avec la collaboration des firmes pharmaceutiques et des éleveurs » (12/04/12 ; Food and Drug Administration, 2012) ; « Pour l'heure, le plan est fondé sur une approche volontaire, ce qui provoque un débat quant à la nécessité de créer "un mécanisme contraignant pour faire appliquer ces changements" » (12/12/13). Ainsi, si les discours des acteurs européens soulignent l'importance des mesures strictes déjà mises en œuvre et leur raffermissement, aux États-Unis, les premières démarches politiques d'encadrement s'appuient-elles sur la volonté des acteurs concernés de réduire la consommation des antibiotiques.

La prise de conscience du problème de la résistance bactérienne par les organisations sanitaires internationales (OMS, Organisation mondiale de la Santé animale – OIE –, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO) telle que les discours de *La France Agricole* la décrivent se caractérise par une mise en récit dramatique qui s'accroît au fur et à mesure que le problème

³ « Le gouvernement allemand veut légiférer pour restreindre de façon draconienne l'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage et augmenter les contrôles » (10/01/12) ; « Pour parfaire leur image, les Danois ambitionnent de réduire toujours plus l'utilisation d'antibiotiques » (20/01/12).

⁴ Aux États-Unis, la FDA est l'agence chargée de la protection et de la promotion de la santé publique, notamment par la régulation et la supervision des denrées alimentaires et des médicaments. La FDA décide notamment de l'autorisation ou non de la commercialisation d'un nouveau produit (en étudiant les données fournies par le demandeur).

⁵ Avocat de formation, M. R. Taylor est depuis 2010 commissaire-adjoint au denrées alimentaires (*deputy commissioner for foods*) à la FDA.

prend de l'ampleur. En citant un document rédigé par l'OMS et la FAO, la revue laisse transparaître la position des organisations internationales de santé humaine sur le problème : « La résistance aux antimicrobiens a émergé comme un problème de santé croissant avec l'usage répandu des antibiotiques à des fins vétérinaires ou en tant que promoteurs de croissance dans l'industrie du bétail » (11/07/11). Ainsi la définition du problème par ces organismes se traduit-elle par une imputation de responsabilité à l'élevage industriel : « La Commission du Codex Alimentarius⁶ a adopté une série de recommandations destinées notamment à réduire les résistances aux antibiotiques liées à l'utilisations de ces derniers pour le bétail » (11/07/11). Cet exemple renforce l'imputation de responsabilité aux éleveurs. L'emploi du verbe au passé composé (« a adopté ») met en évidence les actions déjà mises en œuvre pour résoudre le problème causé par la profession (recommandations destinées à la profession). Le même discours dénonciateur est rencontré dans les articles rendant compte des déclarations de l'Agence européenne des médicaments (EMA)⁷ qui « compte élaborer de premières recommandations d'ici à l'été sur l'usage des antibiotiques dans les élevages, accusés d'accroître les phénomènes de bactéries résistantes aux traitements » (16/04/13).

Les journalistes informent aussi de l'intention des acteurs politiques européens de prendre en charge le problème : « Les eurodéputés souhaitent que la Commission [...] examine la question de la résistance croissante aux antibiotiques chez les animaux » (17/03/10) ; l'intention se transformant en action en 2011 avec l'adoption d'une résolution dans laquelle le Parlement européen demande « un meilleur suivi des effets des antibiotiques sur les animaux » (12/05/11).

L'élément commun réunissant les actions d'encadrement du problème aux niveaux international et européen qui est mis en évidence par les discours de *La France Agricole* est encore l'attribution de la responsabilité du développement des bactéries résistantes à la production animale.

Au niveau national, entre 2006 et 2014, les discours des journalistes agricoles donnent à voir la prise en compte du problème de l'antibiorésistance et de l'utilisation des antibiotiques à travers plusieurs enjeux économique-politiques. Ainsi constate-t-on que la consommation des antibiotiques est mise en rapport avec plusieurs sujets d'actualité qui concernent la profession agricole en général. Le premier sujet associé concerne les négociations sur les accords de libre-échange de la viande et

⁶ La Commission du *Codex Alimentarius* est l'organe exécutif du *Codex Alimentarius* (code alimentaire), programme commun de l'OMS et de la FAO. Des représentants de 187 pays siègent dans cette commission qui élabore notamment des normes alimentaires, des codes d'usages, des directives et des recommandations relatifs à la production et la transformation agro-alimentaire.

⁷ L'EMA « est un organe décentralisé de l'Union européenne [dont la] principale mission est la protection et la promotion de la santé publique et animale à travers l'évaluation et la supervision des médicaments à usage humain et vétérinaire. [Elle] est chargée de l'évaluation scientifique des demandes d'autorisation européennes de mise sur le marché des médicaments (procédure centralisée) ». Accès : http://europa.eu/about-eu/agencies/regulatory_agencies_bodies/policy_agencies/ema/index_fr.htm. Consulté le 12/04/16.

des cultures biologiques entre l'Union européenne (UE) et le Marché commun du Sud (Mercosur) ou entre l'UE et les États-Unis. Ces négociations ont lieu malgré des manifestations des organisations et coopératives agricoles européennes dont l'argument principal porte sur la disparité des normes sanitaires et des usages des antibiotiques auxquels les agriculteurs des deux continents sont soumis (Assemblée nationale, 2013). Les discours des représentants de la profession donnent à voir l'impact économique de ces normes sur le coût de la production (« Les règles très exigeantes et coûteuses », 03/04/08 ; « les normes draconiennes », 20/05/14). Visant à réduire l'utilisation des antibiotiques et appliquées dans les exploitations européennes, elles mettent en péril la production européenne devant « les prix défilant tout concurrence de la viande sud-américaine » (18/02/12). La revue se fait aussi l'écho des dénonciations écologistes de l'autorisation de la culture des aliments génétiquement modifiés qui soulignent la présence d'un « gène résistant à certains antibiotiques » (10/10/07). L'autorisation de la culture de la pomme de terre transgénique par la Commission européenne en 2010⁸ est qualifiée de « message négatif au regard des efforts de prévention des résistances aux antibiotiques » (28/07/10).

Entre 2009 et 2013, les discours de *La France Agricole* donnent à voir une autre facette de la lutte qui s'organise contre l'antibiorésistance et qui se constitue progressivement comme un « problème de santé animale et humaine ». Par la mise en récit des premières actions visant à encadrer le problème, à savoir la surveillance des bactéries résistantes, la revue souligne la *volonté* des acteurs politiques, sanitaires, vétérinaires et professionnels de collaborer pour lutter contre l'antibiorésistance sans que des mesures effectives soit réellement mises en place. Fin 2010, le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire présente un plan de 40 actions⁹ visant une réduction de la consommation des antibiotiques dans l'élevage, car leur utilisation accroît « le risque de diffuser des microbes plus résistants dans l'environnement » (14/03/11). Les journalistes affirment également la volonté des organismes vétérinaires de participer à ces démarches : « FSVF¹⁰ [la Fédération des syndicats vétérinaires de France] et SNVEL [le Syndicat national des vétérinaires d'exercice libéral] annoncent leur soutien à l'objectif de réduction des risques de l'antibiorésistance et évoquent un accord entre organisations vétérinaires pour réduire les volumes des antibiotiques prescrits » (06/01/12). L'étape suivante de la lutte contre l'antibiorésistance est amorcée après que Stéphane Le Foll a pris ses nouvelles fonctions de ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en 2012. Reprises dans *La France Agricole*, ses déclarations montrent une conception du problème selon le même enjeu (« évaluer la consommation d'antibiotiques à usage vétérinaire et la réduire » (06/01/12) et son inclusion dans son projet agro-écologique visant à produire « plus et mieux ». En 2012, la mise en place du plan Écoantibio, dont l'objectif principal vise la réduction de la consommation

⁸ Accès : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-10-222_fr.htm. Consulté le 12/04/16.

⁹ Accès : <http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents//EGS-LIVRET-2011.pdf>. Consulté le 12/04/16.

¹⁰ Fédération des Syndicats vétérinaires de France.

des antibiotiques en médecine vétérinaire de 25 % en cinq ans, mise toujours sur « l'observation et la prévention pour passer du recours aux antibiotiques dans une logique d'assurance tout risque à une utilisation de précision » (27/02/13). Ces faits laissent entendre, d'une part, la prise en compte du problème de l'antibiorésistance dans l'ensemble de la profession agricole et, d'autre part, son association à la nécessité de la réduction d'usage des antibiotiques. Au niveau discursif, l'élément commun de ces premières mesures politiques apparaît dans la volonté des acteurs concernés de prendre en charge le problème pour l'enrayer et suivre son évolution.

L'antibiorésistance : problème de santé humaine et animale

D'une manière générale, la spécificité des discours de *La France Agricole* tient au fait qu'ils mettent en avant les déclarations de divers acteurs soulignant que l'antibiorésistance est un « problème de santé humaine et animale ». Elle s'explique par le contexte mondial et les initiatives des organismes internationaux chargés de la santé humaine et animale. Dans le contexte d'internationalisation des crises sanitaires et, plus spécifiquement, à la suite de l'expansion mondiale de la crise provoquée par le virus *Influenza*¹¹, six grands organismes internationaux (l'OMS, la FAO, l'OIE, la Coordination du système des Nations Unies pour la grippe – Unsc –, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance – Unicef – et la Banque mondiale) se sont emparés du concept *One Health*¹² (Une seule santé) dans le but de limiter l'impact humain et économique des maladies infectieuses émergentes et des zoonoses¹³. L'importance de cette alliance mondiale réside notamment dans la prise de conscience par les acteurs internationaux de la nécessité des efforts collaboratifs entre la médecine humaine et celle animale, de trouver des stratégies pour faire face, contrôler et prévenir les maladies infectieuses émergentes. Sous l'égide du *One Health*, l'objectif de cette alliance vise notamment le soutien et l'amélioration de systèmes de santé humaine et animale. Si les discours des autorités nationales chargées de la santé affirment leur volonté de coopération (comme les articles de la catégorie « politique » le donnent à voir), l'état d'avancement des actions concrètes mises en œuvre soulève de réels questionnements.

Les reprises des déclarations des acteurs chargés de la santé accentuent les effets de l'antibiorésistance sur la santé humaine et animale et leur mise en récit

¹¹ Nous faisons ici référence à la grippe aviaire survenue à la fin 2003 en Asie et provoquée par la souche H5N1, transmissible à l'homme.

¹² Le concept *One Health* a été développé à partir des années 90 afin de mettre en évidence la nécessité de renforcer des collaborations entre santé humaine, santé animale et gestion de l'environnement dans la lutte contre un grand nombre de pathologies.

¹³ Le terme *zoonoses* désigne des maladies et infections pouvant se transmettre directement ou indirectement entre les animaux et les humains.

par *La France Agricole* souligne également leur volonté de collaborer, comme les extraits suivants l'attestent :

« [Le Plan national pour réduire l'usage des antibiotiques est présenté à travers son objectif qui vise à] limiter les conséquences des résistances des bactéries sur la santé animale et humaine. Les pouvoirs publics veulent aussi une prise de conscience collective et insistent sur l'importance d'une implication de tous les acteurs » (17/11/11).

« Le plan comprend quarante mesures qui visent à sensibiliser tous les acteurs » (23/12/11).

« Antibiorésistance – Les vétérinaires s'engagent à réduire les volumes d'antibiotiques prescrits, notamment ceux administrés par voie orale » (23/12/11).

« FSVF et SNVEL annoncent leur soutien à l'objectif de réduction des risques d'antibiorésistance et évoquent un accord entre organisations vétérinaires pour réduire les volumes des antibiotiques prescrits » (06/01/12).

« La résistance aux antimicrobiens est une des menaces les plus graves pour la santé publique. Or préserver l'efficacité des molécules est un enjeu majeur pour les hommes, mais aussi pour les animaux de rente. La santé humaine et la santé animale étant "indissociables", les efforts pour diminuer la prescription d'antibiotiques doivent être menés conjointement » (15/11/13).

« Les ministres de l'Agriculture et de la Santé veulent lutter conjointement contre le problème de santé publique qu'est devenue l'antibiorésistance » (18/11/13).

Ces exemples mettent en évidence la perspective de la revue sur le problème de l'antibiorésistance, perspective qui associe la santé humaine et animale dans une approche intégrée et qui demande des efforts communs. La spécificité de ces extraits tient aussi au fait qu'ils ont été repris depuis des déclarations d'acteurs impliqués et publiés sur le site de la revue¹⁴ (la plupart du temps sans mentionner le nom de l'auteur).

L'une des particularités des articles publiés dans la revue imprimée est qu'ils défendent cette approche qui unifie les santés humaine et animale d'une manière directe. Ceci permet de distinguer clairement la prise de position des auteurs. L'exemple suivant montre explicitement la prise de position d'Elsa Casalegno (journaliste permanente depuis 2002, spécialisée dans les questions concernant la filière laitière et rédactrice en chef de la rubrique « Élevage laitier »), par le jugement qu'elle porte et le conseil qu'elle donne :

« L'usage de plusieurs molécules également prescrites en médecine humaine risque d'être restreint pour l'animal. Mieux et moins les utiliser s'avère indispensable. [...] Ces molécules sont aussi utilisées chez l'homme, chez qui les résistances se développent. Mieux vaut se montrer bon élève dans leur emploi, afin de repousser l'échéance, privilégier la voie locale » (05/02/10).

La même idée est soutenue par la même journaliste trois ans plus tard. Considérant l'antibiorésistance comme « l'une des menaces les plus graves pour la santé publique » (Elsa Casalegno, 22/11/13), elle insiste sur l'importance du problème dans l'actualité des sujets traités.

¹⁴ Accès : <http://www.lafranceagricole.fr/>.

Allant dans le même sens et accentuant l'indissociabilité entre santé humaine et animale en concernant la lutte contre l'antibiorésistance, la déclaration de son collègue Philippe Pavard (rédacteur en chef adjoint de la revue) laisse transparaître son opinion vis-à-vis des solutions à mettre en œuvre : « Santé humaine et santé animale sont indissociables et ce n'est qu'en jouant sur les deux tableaux que la partie pourra être gagnée » (Philippe Pavard, 22/11/13). Son jugement (« ce n'est qu'en jouant sur les deux tableaux que la partie pourra être gagnée ») laisse entendre l'idée d'une lutte conjointe entre santé humaine et animale comme seule solution à envisager pour obtenir des résultats.

L'exemple suivant renforce les positions mises en évidence par les discours antérieurs (« Antibiorésistance : Homme, animal, même combat ») et souligne encore une fois l'importance de réunir les efforts des médecines humaine et animale dans la lutte contre l'antibiorésistance :

« À quoi bon se renvoyer la balle pour savoir si [les résistances aux antibiotiques] sont d'abord apparues chez l'animal ou chez l'homme ? C'est oublier la flore colibacillaire¹⁵ que les espèces partagent. L'enjeu est important : il s'agit de santé publique. Ce qui justifie, aujourd'hui, des ponts entre la recherche en médecine humaine et vétérinaire ».

« Alors comment les scientifiques peuvent-ils y voir plus clair ? En mettant en commun les données recueillies dans le cadre de Resapath [Réseau d'épidémiosurveillance de l'antibiorésistance des bactéries pathogènes animales¹⁶] et de MedQual¹⁷ » (Éric Roussel, 21/11/14).

Pour résumer, ces articles participent à l'actualisation du problème de l'antibiorésistance sous une nouvelle facette : un problème qui relie la santé humaine et la santé animale. En s'appuyant sur les discours des acteurs sanitaires et politiques, les récits des journalistes agricoles soulignent l'émergence d'une redéfinition de l'antibiorésistance comme un « problème de santé humaine et animale » et la nécessité de la participation de tous les acteurs pour le limiter et l'encadrer. Observables à travers des jugements de valeur qu'ils expriment, leurs prises de position participent à la publicisation de l'antibiorésistance comme « problème de santé humaine et animale ». Cette approche de l'antibiorésistance renvoie au projet *One Health*, héritier de l'ancien concept *One World, One Health, One Medicine* (approche intégrée de la santé humaine et animale).

¹⁵ Le terme *colibacillaire* désigne ce qui est relatif à la colibacille, bactérie aussi nommée *Escherichia coli* communément présente dans l'intestin de l'homme et des animaux homéothermes (dont l'organisme conserve une température intérieure relativement constante). Elle peut néanmoins parfois contaminer l'environnement et être source d'infections (gastro-entérites, infections urinaires).

¹⁶ Le Resapath « surveille l'antibiorésistance des bactéries pathogènes animales en France. Il fonctionne en partenariat entre l'Anses [Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail] (laboratoires de Lyon et de Ploufragan-Plouzané) et des laboratoires départementaux publics ou privés participant volontairement au réseau ». Accès : <https://www.resapath.anses.fr/>. Consulté le 12/04/16.

¹⁷ « MedQual, Centre ressource en antibiologie [est un réseau-ressource visant à] fédérer les professionnels de santé, [...] les acteurs de la ville et de l'hôpital autour d'un projet commun : le bon usage des antibiotiques, en collaboration avec les Instances Régionales de Santé [sic] et les structures régionales d'appui ». Accès : <http://medqual.fr/index.php/presentation-gp>. Consulté le 12/04/16.

L'antibiorésistance comme dénomination

Employé pour la première fois de manière passagère dans un article publié fin 2006, le terme *antibiorésistance* n'est pas repris dans la revue pour une période. Il refait son entrée en 2011 et, depuis, il se voit employé de plus en plus souvent. Plus spécifiquement, on observe la multiplication de titres à deux segments dont le premier est uniquement constitué de ce syntagme :

- « Antibiorésistance : Le Parlement européen sonne l'alerte » (12/05/2011).
- « Antibiorésistance : Les vétérinaires s'engagent » (06/01/2012) .
- « L'antibiorésistance un enjeu de santé publique » (21/12/12).
- « Antibiorésistance : L'OIE demande une solidarité entre pays » (15/03/2013).
- « Antibiorésistance : Les vétérinaires s'engagent avec le gouvernement » (04/11/2013).
- « Antibiorésistance : Vétérinaires et médecins sonnent l'alerte » (15/11/2013).
- « Antibiorésistance : des efforts à poursuivre » (22/11/2013) ».
- « Antibiorésistance/UE : Les consommateurs pressent la Commission d'agir » (04/07/2014).
- « Antibiorésistance : La majorité des textes adoptés d'ici à la fin de 2016 » (08/09/2014).
- « Antibiorésistance : Homme, animal, même combat » (21/11/2014).

La spécificité de ces titres bi-segmentaux tient à leur fonctionnement (Bosredon, Tamba, 1992) : le premier segment est un sujet qui appartient au dossier d'actualité, le second présente une nouveauté. Ainsi pouvons-nous constater que « l'antibiorésistance » se constitue progressivement comme sujet d'actualité pour la profession agricole. La nouveauté apportée, « le second segment », rend compte de l'évolution du sujet et associe sous la même dénomination plusieurs aspects : mesures politiques et législatives, participation d'une pluralité d'instances, prise de conscience par les consommateurs, pour finir avec l'actualisation du syntagme comme un *combat* unifié entre les efforts des acteurs chargés de la santé humaine et animale. Cette association atteste d'un déplacement d'objet de discours qui s'opère par l'émergence d'un lien référentiel qui s'établit entre les deux segments. Autrement dit, de la *résistance bactérienne aux antibiotiques*, sous l'impact des enjeux politiques, économiques et professionnels, *l'antibiorésistance* arrive à se constituer comme la dénomination d'un problème d'actualité pour la profession. Plusieurs aspects sont concernés, parmi lesquels l'encadrement politico-législatif de la consommation des antibiotiques en médecine humaine et vétérinaire, la prise de conscience par les consommateurs et la nécessité des efforts communs contre son développement.

Comme Laura Calabrese (213 : 257) l'affirme à propos du processus de nomination des événements, les noms se caractérisent par un « grand pouvoir pragmatique car ils contribuent à construire des réalités sociales (les événements, l'actualité) et, sur le moyen et long terme, la mémoire d'une société ». Cependant, si l'antibiorésistance arrive à se constituer en sujet d'actualité pour la profession agricole, son difficile processus d'émergence dans l'espace public, caractérisé par une publicisation intermittente et fragmentaire, rend difficile sa constitution en dénomination d'un problème public (le processus de constitution en problème public étant lui-même dans son étape d'émergence).

Conclusion

L'analyse des articles publiés dans la revue *La France Agricole* à propos du problème de l'antibiorésistance et de l'usage des antibiotiques a conduit à leur classement en quatre catégories thématiques qui a permis d'observer l'actualisation du problème étudié dans le cadre de la profession agricole sous une pluralité d'aspects : controverses liées à la responsabilité causale et politique (Gusfield, 1981) du problème, mesures de surveillance et de l'évolution des résistances bactériennes, mesures de réduction d'usage des antibiotiques. Cependant, la prise de conscience accrue du développement de l'antibiorésistance dans les discours de la revue à partir de 2010 se traduit par la percée du syntagme *antibiorésistance* comme dénomination d'un problème qui relie les santé humaine et animale et qui est en train d'émerger dans l'espace public.

Un aspect important du corpus analysé concerne le support des articles. Si la majorité des articles composant les catégories « clinique » et « innovation » (en s'appuyant sur des témoignages d'éleveurs) a été publiée dans la revue imprimée, la plupart de ceux constituant les catégories « politique » et « expertise » a été publiée sur son site internet. Cette stratégie éditoriale participe à l'augmentation du niveau de crédibilité et de transparence des informations publiées. Ceci démontre également la visée de la revue qui défend la position pointant la profession comme responsable de l'augmentation des bactéries résistantes en lui accordant la parole. Ces articles soulignent également les prises de positions des journalistes agricoles qui expriment leurs avis sur la meilleure gestion des antibiotiques à opérer en vue de la réduction de leur usage en élevage. Quant aux articles publiés sur l'internet, l'un de leurs aspects importants tient au fait que, dans leur rédaction, les auteurs s'appuient sur des déclarations des acteurs publics, politiques ou sanitaires pour informer leur lectorat de l'actualité politique concernant la profession. Ainsi, sous l'influence des enjeux politiques et des déclarations des acteurs concernés, les articles constituant la catégorie « politique » donnent-ils à voir un problème qui émerge et se configure au niveau discursif sur une pluralité des sujets : les mesures politico-législatives d'encadrement de la consommation des antibiotiques en médecine humaine et vétérinaire, la nécessité des efforts conjoints entre toutes les professions, la prise de conscience par les consommateurs.

De manière générale, l'éclairage apporté par *La France Agricole* montre que si, dans le débat qui se porte sur la scène publique entre les acteurs impliqués, les organisations sanitaires accusent l'industrie de l'élevage de l'augmentation des bactéries résistantes, les déclarations des représentants de la profession agricole soulignent leur volonté unanime de mettre en place les mesures nécessaires à cette « lutte contre l'antibiorésistance ». Si les déclarations de l'OMS et de la FAO tiennent la profession pour responsable du développement de l'antibiorésistance en soulignant qu'elle « a émergé comme un problème de santé croissant avec l'usage répandu des antibiotiques à des fins vétérinaires ou en tant que promoteurs de croissance dans l'industrie du bétail » (11/07/11), la revue met en avant la volonté des éleveurs et des vétérinaires d'en réduire la consommation. La même volonté est portée

par les discours des acteurs politiques nationaux chargés du problème. De plus, leurs discours s'efforcent de démontrer le fait que l'usage des antibiotiques est bien encadré quant à la partie de responsabilité du problème qui leur revient.

Ainsi, prise dans cette tension politique entre organisations sanitaires et professionnels, où chaque catégorie d'acteurs veut prouver que l'usage des antibiotiques est bien encadré en ce qui la concerne, l'antibiorésistance se caractérise par un processus difficile de constitution en problème public et peine à investir l'espace public. Vue comme l'affaire de tous, mais dont personne ne veut porter la responsabilité, la fragmentation du problème entre les perspectives de chaque catégorie impliquée rend difficile son processus de constitution en problème public. Le lien référentiel qui s'établit entre la catégorie linguistique « antibiorésistance » et la multiplicité des questions que l'usage des antibiotiques et son encadrement participent à l'émergence d'une dénomination d'un problème public en cours de publicisation. Ainsi les discours de *La France Agricole* participent-ils au processus de publicisation de cette dénomination, assurant l'une des conditions nécessaires à la constitution des problèmes publics. Cependant, cette constitution de « l'antibiorésistance » en tant que problème public se caractérise par une forte fragmentation et une difficile émergence dans l'espace public.

Références

- Bosredon B., Tamba I., 1992, « Thème et titre de presse : les formules bisegmentales articulées par un "deux points" », *L'Information grammaticale*, 54, pp. 36-44.
- Calabrese L., 2013, *L'Événement en discours. Presse et mémoire sociale*, Louvain-la-Neuve/Paris, Académia/Éd. L'Harmattan.
- Cefaï D., 1996, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux. Communication, technologie, société*, vol. 14, 75, pp. 43-66.
- Chupin I., Mayance P., 2013a, « Au service de "La Profession". Journalistes et communicants pris dans le secteur agricole », *Politiques de communication*, 1, pp. 241-268.
- Chupin I., Mayance P., 2013b, « Faire corps avec les agriculteurs. La presse professionnelle agricole : un enjeu syndical pour la FNSEA », *Politix*, 103, pp. 77-97.
- Desilva M., Muskavitch M., Roche J.-P., 2004, « Print media coverage of antibiotic resistance », *Science communication*, vol. 26, 1, pp. 31-43.
- Dewey J., 1927, *Le Public et ses problèmes*, trad. de l'américain par J. Zask, Paris, Gallimard, 2010.
- Gilbert C., Henry E., « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, vol. 53, 1, pp. 35-59.
- Gusfield J., 1981, *The Culture of public problems. Drinking-driving and the symbolic order*, Chicago, University of Chicago Press.
- Hassenteufel P., 2008, *Sociologie politique : l'action publique*, Paris, A. Colin.
- Kleiber G., 1984, « Dénomination et relations dénominales », *Langages*, 76, pp. 77-94.

- Levy S., 1992, *Le Paradoxe des antibiotiques. Comment le miracle tue le miracle*, trad. de l'anglais par F. Breton, Paris, Belin, 1999.
- Marchetti D., 2010, *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Moirand S., 2007, *Les Discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses universitaires de France.
- Nerlich B., James R., 2009, « "The post-antibiotic apocalypse" and the "war on superbugs" : catastrophe discourse in microbiology, its rhetorical form and political function », *Public Understanding of Science*, vol. 18, 5, pp. 574-590.
- Nollet J., 2015, « L'emprise du journalisme sur les catégories d'action publique. Le cadrage médiatique de la crise de la vache folle et ses usages dans le champ bureaucratique », *Questions de communication*, 27, pp. 21-39.
- Petiot G., 1995, « Voile, tchador ou foulard ? », *Les Carnets du Cediscor*, 3, pp. 43-62.
- Sanders P., 2005, « L'antibiorésistance en médecine vétérinaire. Enjeux de santé publique et de santé animale », *Bulletin de l'Académie vétérinaire de France*, vol. 2, 158, pp. 137-143.

Rapports et ressources en ligne

- Assemblée nationale, 2013, *Rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution européenne sur le mandat de négociation de l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne*. Accès : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r1092.asp>. Consulté le 18/04/16.
- Colomb-Cotin M., Lacoste J., Coignard B. et al., 2015, *Morbidité et mortalité des infections à bactéries multi-résistantes aux antibiotiques en France en 2012. Étude Burden BMR, rapport – juin 2015*, Saint-Maurice, Institut de veille sanitaire. Accès : <http://www.invs.sante.fr/Publications-et-outils/Rapports-et-syntheses/Maladies-infectieuses/2015/Morbidite-et-mortalite-des-infections-a-bacteries-multi-resistantes-aux-antibiotiques-en-France-en-2012>. Consulté le 05/03/16.
- European Centre for Disease Prevention and Control, European Medicines Agency, 2009, *Technical report. The Bacterial Challenge : time to react*. Accès : http://ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/0909_TER_The_Bacterial_Challenge_Time_to_React.pdf. Consulté le 03/03/16.
- Food and Drug Administration, 2012, *Transcript on FDA's media briefing on the judicious use of medically important antimicrobials in food producing animals moderator : siobhan DeLancey*. Accès : <http://www.fda.gov/downloads/newsevents/newsroom/mediatranscripts/ucm300836.pdf>. Consulté le 18/04/16.
- Food and Drug Administration, 2015, *Veterinary Feed Directive*. Accès : <https://federalregister.gov/a/2015-13393>. Consulté le 18/04/16.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, 2012, *Plan national de réduction des risques d'antibiorésistance en médecine vétérinaire*. Accès : http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/PlanABR-FR-2012-BD_cle8fc22e.pdf. Consulté le 04/03/16.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 2001, *Plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques 2001-2005*. Accès : http://www.plan-antibiotiques.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_national_pour_preserve_l_efficacite_des_antibiotiques.pdf. Consulté le 18/04/16.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 2007, *Plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques 2007-2010*. Accès : http://www.plan-antibiotiques.sante.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_plan_2007.pdf. Consulté le 18/04/16.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, 2011, *Plan national 2011-2016 d'alerte sur les antibiotiques*. Accès : http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_antibiotiques_2011-2016_.pdf. Consulté le 16/04/16.

White House, 2015, *National Action Plan for combating antibiotic resistance*. Accès : https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/national_action_plan_for_combating_antibiotic-resistant_bacteria.pdf. Consulté le 04/03/16.

Organisation mondiale de la santé, 2014, *Antimicrobial Resistance : global report on surveillance*. Accès : <http://www.who.int/drugresistance/documents/surveillancereport/en>. Consulté le 02/03/16.

Organisation mondiale de la santé, 2015, « Résistance aux antibiotiques », communiqué de presse. Accès : <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/antibiotic-resistance/fr/>. Consulté le 03/03/16.

Parlement européen, 2003, *Règlement n° 1831/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 relatif aux additifs destinés à l'alimentation des animaux*, Journal officiel du Parlement européen, L268 du 18/10/2003, pp. 29-43. Accès : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32003R1831&from=fr>. Consulté le 18/04/16.